

Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil, 21 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ECOPUR

89 route du Moulin bateau
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/YBC/n°118GR
Code AIOT : 0007402709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement ECOPUR implanté 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques. Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 12/10/2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR
- 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les principales caractéristiques des installations qui relèvent de seuils au titre de la nomenclature des installations classées dans l'AP du 18 avril 2008 , sont les suivantes : 167-a [A] 167-c [A] 322-A [A] 322-B-1 [A] 2240-1 [A] 2910-B [A].

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré, par courrier du 4 avril 2019, le bénéfice des droits acquis pour les rubriques suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Volume de l'activité
2240-A [A]	Huiles et corps gras d'origine animale ou végétale (extraction ou traitement des), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion des activités qui relèvent des rubriques 2631, 2791, 3410 ou 3642. A) Installations de production industrielle réalisant l'extraction à l'aide de solvants inflammables.	> à 2 t/j 20 000 t/an
2718-1 [A] (bénéfice des droits acquis)	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	9 t 30 000 t/an
2790 [A] (bénéfice des droits acquis)	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795. Traitement de déchets dangereux	9 t/j
2791-1 [A] (bénéfice des droits acquis)	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	506 t/j
2716-1 [E] (bénéfice des droits acquis)	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	2900 m³
2910-A-2 [DC] (bénéfice des droits acquis)	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en	1,6 MW

	<p>mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	
--	--	--

De plus, les réglementations applicables à l'installation sont les suivantes :

- le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances, dit « REACH » ;
- le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques et des mélanges, dit « CLP » ;
- l'article R. 541-43 du code de l'environnement ;
- l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu du registre déchets ;
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF) ;
- l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 avril 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2008/5281 du 18 décembre 2008 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012/1216 du 13 avril 2012 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/6530 du 8 août 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral	/	Lettre de suite	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	susceptibles d'être pollués	du 18/12/2008, article 4.3.11		préfecturale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 ,2,1	/	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 18/12/2008, article 7,5,1	/	Sans objet
4	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	/	Sans objet
5	Transmission des résultats de la surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 9.3.2	/	Sans objet
8	Admission de déchets radioactifs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 3 non-conformités, et une observation :

- **Non-conformité n°1 :**
Depuis 2016, les effluents aqueux rejetés par ECOPUR dans le point de rejet des eaux usées sont fréquemment à une température dépassant les 30°C (VLE) notamment l'été.
- **Non-conformité n°2 :**
L'inspection a constaté via le site GIDAF que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejetées le 22 juin 2023 ont dépassées les VLE concernant la DCO (la concentration mesurée était de 56 mg (O2)/l) et l'azote NTK (la concentration mesurée était de 52 mg (N)/l).
- **Non-conformité n°3 :**
L'inspection a constaté la présence d'un bac rempli de D3E sur le site dans une zone non

couverte. (Cf. Annexe) De plus, l'exploitant dispose également d'une zone de transit de déchets sableux venant du SIAAP dans une zone non couverte. (Cf. Annexe)

• **Observation :**

L'inspection a constaté que le site ne dispose pas de portique de détection de la radioactivité

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : L'inspection constate que l'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/12/2008, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir. - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit

<p>recupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention suffisante - les rétentions sont en bon état et étanches - les rétentions ne sont pas associées à des produits dont le mélange est incompatible - l'étanchéité des réservoirs est contrôlable.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un bac rempli de D3E sur le site dans une zone non couverte. (Cf. Annexe) De plus, l'exploitant dispose également d'une zone de transit de déchets non dangereux venant du SIAAP dans une zone non couverte. (Cf. Annexe)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Opérations de tri des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté le stockage de DEEE contenant du PCB sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Transmission des résultats de la surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions R512-69 du CE, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9-2 du mois précédent. Ce rapport , traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée, des modifications éventuelles du programme d'auto-surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité.</p> <p>Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.</p> <p>Il est adressé trimestriellement à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures de l'autosurveillance et des organismes agréés des rejets aqueux date du 15 novembre 2021.</p> <p>L'exploitant a renseigné sur le site GIDAF les résultats des mesures de son autosurveillance et des organismes agréés pour les rejets aqueux des dernières années.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -température: <30°C -ph: compris entre 5,5 et 8,5.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures de l'autosurveillance et des organismes agréés des rejets aqueux date du 15 novembre 2021. Ce rapport montre des dépassements en température sur l'été 2020 (juin, juillet, août et septembre). La synthèse figurant en première page de ce rapport ne mentionne pas les dépassements en température.</p> <p>De plus, au vu des autosurveillances mises en ligne sur GIDAF, l'inspection constate que depuis 2016, les effluents aqueux rejetés par ECOPUR dans le point de rejet des eaux usées sont fréquemment à une température dépassant les 30°C (VLE) notamment l'été.</p> <p>Ainsi, pour les dernières années, l'inspection constate par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> -10 dépassements de température sur le mois de juillet 2023; -15 dépassements de température sur le mois d'août 2022 (température atteignant jusqu'à 38,9°C le 4 août); -7 dépassements de température sur le mois de septembre 2021; -19 dépassements de température sur le mois de juillet 2020 (température atteignant jusqu'à 37,1°C le 27 juillet). <p>Des dépassements en température ont également été constatés sur plusieurs jours de l'hiver 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du séparateur à hydrocarbures, les valeurs limites définies ci-dessous: DCO < 40 mg/l Azote NTK < 2 mg/l
Constats : Les eaux pluviales du site ECOPUR se déversent dans la Marne. L'inspection a constaté via le site GIDAF que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejetées le 22 juin 2023 ont dépassées les VLE concernant la DCO (la concentration mesurée était de 56 mg (O2)/l) et l'azote NTK (la concentration mesurée était de 52 mg (N)/l). L'exploitant a justifié son dépassement en écrivant sur GIDAF que les gouttières et les toits étaient chargés en impureté. La mesure corrective envisagée est le nettoyage des gouttières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Admission de déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Autre, Admission de déchets radioactifs
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Observations : L'exploitant a informé l'inspection par courriel du 3 octobre 2023 qu'un camion de la société ORTEC s'est présenté ce même jour sur son site pour le dépotage des déchets du producteur MICR'EAU SARO ABLIS. Le chargement présente un taux de radioactivité supérieur au seuil d'acceptation d'ECOPUR (de 0,3 microSv/h). Comme le prévoit leur procédure, le camion est immobilisé sur le site le temps de caractériser le déchet et de l'envoyer vers la bonne filière. (Cf Annexe) Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site ne dispose pas de portique de détection de la radioactivité. La mesure du taux de radioactivité des déchets entrants se fait actuellement à l'aide d'un radiamètre. L'exploitant a prévu d'installer un portique sur son site dans les semaines dans le courant du mois d'octobre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe : planche photographique



Déchets en provenance du SIAAP dans une zone non couverte



Bac de D3E dans une zone non couverte